

# CONSEIL MUNICIPAL

## SEANCE DU 16 DECEMBRE 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE

Le mercredi 16 décembre à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 8 décembre 2015

**PRESENTS** : (14) Mmes Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, David RAYMOND, Francis VITRAS.

**ABSENTE** : (1) Odette ANCELOT

**ABSENTS EXCUSES** : (4) Mme Michèle BILLIER a donné pouvoir à Mme Murielle PICQ, MM. Thomas BERLINGER a donné pouvoir à Mme Marie-Claude BELLUE, Eric GOUDONNET a donné pouvoir à M. Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN a donné pouvoir à M. David RAYMOND.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Géraldine VIRUMBRALES.

### ORDRE DU JOUR

#### **FINANCES/PERSONNEL**

- Création au tableau des effectifs d'un poste d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet à 23h/35èmes ;
- Approbation du règlement intérieur du personnel ;
- Actualisation du Plan de Formation 2016 ;
- Inscription du matériel de restauration cédé par la Communauté de Communes ;
- Demande de subvention du Comité de Jumelage ;
- Demande de subvention de la MFR du Blayais ;
- Demande de subvention de la MFR du Ribéracois ;
- Dossier de demande de subvention dans le cadre de la DETR ;
- Inscription de travaux en régie ;
- Délibération modificative n° 3 du Budget Général ;
- Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif de 2016 du budget principal et du budget annexe « Assainissement Collectif » ;

#### **ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

- Redevance de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

#### **AUTRES POINTS**

- Election des représentants aux commissions municipales ;
- Election des représentants aux commissions consultatives ;
- Adhésion de la commune de Samonac au SGBV du Moron et du Blayais ;
- Modification des statuts du SIES de Blaye ;
- Convention d'un service informatique commun entre la CDC et la commune ;
- Adhésion au SDEEG ;
- SDCI de la Gironde

#### **QUESTIONS DIVERSES**

*Le compte rendu du 4 novembre est adopté à l'unanimité des présents et représentés.*

*Madame PICQ demande aux élus l'autorisation de commencer l'ordre du jour par les élections des représentants. En effet, Monsieur VITRAS ayant une obligation personnelle, il ne pourra pas assister à toute la réunion.*

## **Informations des décisions prises en application de l'article L2122.22 Du code Général des collectivités territoriales**

<b>Numéro</b>	<b>Objet</b>
D 2015-148	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Rabut »
D 2015-149	Arrêté réglementant le stationnement et la circulation aux abords immédiats du monument aux morts
D 2015-150	Arrêté portant attribution d'une indemnité d'administration et de technicité
D 2015-151	Arrêté portant attribution d'une indemnité spéciale de fonction
D 2015-152	Arrêté règlementant le stationnement pendant les travaux de réseaux France TELECOM sur la rue du 19 mars
D 2015-153	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D 2015-154	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D 2015-155	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement et de raccordement ERDF de Monsieur SOULARD sur la D22 au lieudit Rabut
D 2015-156	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement avec Jennifer PHOREAU
D 2015-157	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de branchement eaux usées et potable du foyer SOULARD/BRASSARD sur la D22 au lieudit Rabut
D 2015-158	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement rue de la Gare
D 2015-159	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D2015-160	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de maladie ordinaire
D2015-161	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de branchement eaux usées et potable du foyer SOULARD/BRASSARD sur la VC118 au lieu-dit Rabut
D2015-162	Arrêté règlementant le stationnement lors du marché de Noël et du marché de l'Avent
D2015-163	Arrêté règlementant le stationnement lors du marché de Noël de l'association Les Petites Canailles
D2015-164	Arrêté portant une mise en demeure d'obligation d'entretien des terrains section ZO parcelles 212-219 et 220
D2015-165	Contrat à durée déterminée signée avec Madame Jennifer PHOREAU pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour palier au remplacement des ATSEM le 26 novembre
D2015-166	Contrat à durée déterminée signée avec Madame Valérie CHRETIEN pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour palier au remplacement d'un agent de droit privé placé en arrêt de travail du 16 novembre au 7 décembre 2015
D2015-167	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Maxime BONNAUD pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au VOX le 28 novembre
D2015-168	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Cyrille RENON pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité aux services techniques pour palier au remplacement de deux agents en arrêt de travail pour le mois de novembre
D2015-169	Contrat à durée déterminée signée avec Madame Valérie CHRETIEN pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour palier au remplacement d'un agent de droit privé placé en arrêt de travail du 08 au 14 décembre 2015
D2015-170	Contrat à durée déterminée signée avec Madame Valérie CHRETIEN pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour palier au remplacement d'un agent de droit privé placé en arrêt de travail du 15 au 31 décembre 2015
D2015-171	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Cyrille RENON pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité aux services techniques pour palier au remplacement d'un agent en arrêt de travail pour le mois de décembre
D2015-172	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Maxime BONNAUD pour faire face à

	un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au VOX le 12 décembre
D2015-173	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Maxime BONNAUD pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au VOX le 17 et 18 décembre
D2015-174	Contrat à durée déterminée signée avec Monsieur Cyrille RENON pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité aux services techniques pour palier au remplacement d'un agent en arrêt de travail, et un autre en congés annuel pour le mois de janvier
D2015-175	Contrat à durée déterminée signée avec Madame Valérie CARO pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à l'accueil du secrétariat allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 2016

**N° 20151216-13**

## **ELECTION DES REPRESENTANTS AUX COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES**

Suite à la démission de Madame Cindy ROBERTEAU, et à l'installation au conseil municipal de Monsieur David RAYMOND de la liste « S'unir pour Agir » ;

Suite à la création par le conseil municipal de commissions municipales permanentes créées par délibération du 11 avril 2014, modifiées par délibération du 13 mai 2015 ;

Suite au règlement intérieur du conseil municipal, adopté par délibération du 10 septembre 2014 et modifié par délibération du 13 mai 2015 ;

En vertu de l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut former au cours de chaque séance ou de manière permanente des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil Municipal.

Madame le Maire fait part au conseil Municipal que l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales permet, par décision prise à l'unanimité du conseil Municipal, de désigner les membres des commissions sans avoir nécessairement recours au vote à bulletin secret.

Madame le Maire rappelle que l'élection se fait selon la représentation proportionnelle, à hauteur de 11 membres maximum dans chaque commission, dont 2 pour la liste « S'Unir pour Agir ».

Le Conseil municipal décide :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres.

- Désigne en son sein les membres de chacune des commissions comme suit :

<b>Intitulé des commissions</b>	<b>Membres des commissions</b>	<b>Vote au scrutin public</b>
Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement.	- Odette ANCELOT - Francis VITRAS - Irène FIORAZZO - Thomas BERLINGER - François BERNY - Bruno CADUSSEAU - Daniel DEBET - Eric GOUDONNET - Bernard GRIMEE - Jean-Marie MACEIRA - Géraldine VIRUMBRALES	18
Finances, gestion du personnel.	- Francis VITRAS - Emmanuel MOULIN - Irène FIORAZZO - Stéphanie BAUDE	18

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Michèle BILLIER</li> <li>- Daniel DEBET</li> <li>- Bernard GRIMEE</li> <li>- Marie-Claude BELLUE</li> <li>- Valérie BERLEMONT</li> <li>- Bruno CADUSSEAU</li> <li>- Valérie CHAMBOUNAUD</li> </ul>	
Ecoles, services périscolaire, jeunesse.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Odette ANCELOT</li> <li>- David RAYMOND</li> <li>- Irène FIORAZZO</li> <li>- Marie-Claude BELLUE</li> <li>- François BERNY</li> <li>- Valérie BERLEMONT</li> <li>- Michèle BILLIER</li> <li>- Valérie CHAMBOUNAUD</li> <li>- Géraldine VIRUMBRALES</li> </ul>	18
Développement économique, marchés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- David RAYMOND</li> <li>- Francis VITRAS</li> <li>- Irène FIORAZZO</li> <li>- Stéphanie BAUDE</li> <li>- Valérie BERLEMONT</li> <li>- François BERNY</li> <li>- Michèle BILLIER</li> <li>- Valérie CHAMBOUNAUD</li> <li>- Bernard GRIMEE</li> <li>- Géraldine VIRUMBRALES</li> </ul>	18
Culture, vie associative, fêtes et cérémonies.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Odette ANCELOT</li> <li>- Emmanuel MOULIN</li> <li>- Irène FIORAZZO</li> <li>- Valérie BERLEMONT</li> <li>- François BERNY</li> <li>- Bruno CADUSSEAU</li> <li>- Daniel DEBET</li> <li>- Eric GOUDONNET</li> <li>- Jean-Marie MACEIRA</li> <li>- Géraldine VIRUMBRALES</li> </ul>	18
Communication (journal, site internet)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- David RAYMOND</li> <li>- Emmanuel MOULIN</li> <li>- Irène FIORAZZO</li> <li>- Stéphanie BAUDE</li> <li>- François BERNY</li> <li>- Valérie CHAMBOUNAUD</li> <li>- Géraldine VIRUMBRALES</li> </ul>	18

N° 20151216-14

## ELECTION DES REPRESENTANTS AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES

Suite à la démission de Madame Cindy ROBERTEAU, et de l'installation au conseil municipal de Monsieur David RAYMOND de la liste « S'unir pour Agir » ;

Suite à la création par le conseil municipal de commissions consultatives et de groupes de travail, Madame le Maire propose que Monsieur David RAYMOND puisse les intégrer s'il le souhaite.

<b>Le Conseil municipal nomme les membres suivants : Intitulé</b>	<b>Membres</b>	<b>Vote</b>
Jury Maisons fleuries	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, François BERNY, Michèle BILLIER, Géraldine VIRUMBRALES, Francis VITRAS.	18
Transport scolaire	Emmanuel MOULIN, Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, David RAYMOND.	18
Groupe de travail pour règlement des salles et du matériel	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Angélo FIORAZZO, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES, David RAYMOND.	18
Commission programmation au VOX	Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Valérie, Bruno CADUSSEAU, Valérie CHAMBOUNAUD, Daniel DEBET, Martine GABISON, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Sandrine PHILIPPS, Patrice RAIMBAUD, Philippe ROUYER, Emmanuel THIERRY, Géraldine VIRUMBRALES.	18
Groupe de travail en charge d'étudier les demandes de subventions des associations	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, François BERNY, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES, David RAYMOND.	18
Groupe de travail en charge du PAVE	Florence MONTEIL, Stéphanie ELIAS, Audrey LAMEZAGUE, Sylvie BERTRAND, Valérie CHAMBOUNAUD, Michèle BILLIER, Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Géraldine VIRUMBRALES, Murielle PICQ, Fabrice CHICHE, Gilles LALANDE, Stéphane GRIVART, Eric GOUDONNET, Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.	18
Groupe de travail en charge de l'AD'AP	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie CHAMBOUNAUD, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, François BERNY, Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN.	18
Groupe de travail en charge d'étude des demandes d'urbanisme	Emmanuel MOULIN, Odette ANCELOT, Bruno CADUSSEAU, Bernard GRIMEE, Daniel DEBET, Murielle PICQ.	18

Groupe de travail en charge de l'Aménagement du bourg et travaux à l'église	Odette ANCELOT, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Murielle PICQ, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES.	18

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-15

### **ADHESION DE LA COMMUNE DE SAMONAC AU SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS**

Madame le Maire rappelle la délibération du 4 novembre dernier dans laquelle le conseil municipal acceptait le retrait des communes de Saint-Gervais et de Samonac.

La Sous-Préfecture nous a alerté et nous a demandé de redélibérer sur la commune de SAMONAC qui demande son adhésion au syndicat et non son retrait.

Madame le Maire propose de délibérer sur l'adhésion de la commune de SAMONAC.

Le conseil municipal accepte l'adhésion de la commune de SAMONAC.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-16

### **MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 2ND DEGRE DE BLAYE**

*Madame le Maire informe que la modification des statuts intègre l'élection de délégués suppléants afin que le syndicat obtienne le quorum lors de ses réunions.*

*Madame CHAMBOUNAUD explique qu'effectivement deux fois cette année il n'y avait pas le quorum.*

*Madame PICQ rappelle que les délégués titulaires sont Mmes Marie-Claude BELLUE et Valérie CHAMBOUNAUD. Elle demande si un conseiller municipal souhaite être délégué suppléant.*

*Monsieur BERNY est candidat.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire expose au conseil municipal qu'il convient de délibérer sur :

- Le retrait de compétence « Collège S. Vauban (hors SEGPA) pour les communes de ANGLADE, EYRANS, GAURIAC, ST-CIERS DE CANESSE, ST-TROJAN et VILLENEUVE ;
- L'adhésion de CAVIGNAC, CEZAC, CIVRAC, CUBNEZAIS, DONNEZAC, GENERAC, LARUSCADE, MARCENAI, MARSAS, SAUGON, ST-CHRISTOLY DE BLAYE, ST-GIRONS D'AIGUEVIVES, ST-MARIENS, ST-SAVIN, ST-VIVIEN DE BLAYE et ST-YZAN DE SOUDIAC pour la compétence « SEGPA du Collège S. Vauban » ;
- La mise à jour des statuts du SIES de Blaye.

Il convient également de nommer un délégué suppléant conformément aux nouveaux statuts du SIES de Blaye.

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance de ces délibérations et des nouveaux statuts :

- Donne un avis favorable aux demandes de retrait précitées, aux demandes d'adhésion précitées et aux propositions de nouveaux statuts du SIES de Blaye ;
- Nomme Monsieur François BERNY en qualité de délégué suppléant au SIES de Blaye.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-17

## CONVENTION D'UN SERVICE INFORMATIQUE COMMUN ENTRE LA CDC ET LA COMMUNE

*Madame PICQ propose aux élus de signer la convention d'un service informatique commun avec la CDC. Elle indique que la CDC a recruté un technicien à mi-temps dans le cadre de son partenariat avec le Syndicat Gironde Numérique. Il n'y aura pas de coût pour la collectivité. Le technicien n'interviendrait ni dans les écoles ni à la bibliothèque, c'est pourquoi il convient de conserver le contrat de maintenance avec Monsieur CROISANT. Le technicien de la CDC peut apporter une aide précieuse au secrétariat et dans des choix d'achat de postes informatiques. La commune reste décisionnaire en cas d'achat. La convention est valable 5 ans mais peut être dénoncée avant avec un préavis de 3 mois. Madame le Maire donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 1er décembre, a étudié la convention de service commun entre la CDC Latitude Nord Gironde et la commune qui définit les conditions d'exercice d'un service informatique commun.

Aucune dépense supplémentaire ne sera demandée à la commune. La CDC Latitude Nord Gironde prend en charge les frais relatifs à l'intervention et à l'évolution du technicien mise à disposition dans le cadre de son partenariat avec le Syndicat Gironde Numérique.

Le Conseil municipal autorise Madame le Maire à signer ladite convention, annexée à la présente, avec le Président de la CDC Latitude Nord Gironde.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-18

## ADHESION AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE (SDEEG)

*Madame PICQ informe qu'elle a participé avec Monsieur MOULIN à la réunion du syndicat d'électrification en juillet.*

*Madame BELLUE demande s'il y a fusion des 5 CDC, est-ce que le SDEEG sera dissout ?*

*Madame PICQ répond que le syndicat d'électrification de Cavignac sera dissout mais pas le SDEEG. Le syndicat d'électrification de Cavignac dépend du SDEEG. La commune est adhérente aux deux. Le SDEEG a passé un marché public pour un groupement d'achat d'électricité auquel la commune a adhéré. Pour chaque délégué, la commune devra s'acquitter de 50 € de cotisation.*

*Elle donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 1er décembre a étudié la possibilité d'adhérer au SDEEG.

Vu l'article L 5212-16 du CGCT relatif aux syndicats à la carte ;

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2015 ;

Dans le but d'offrir une meilleure qualité de service public, notre commune a décidé de transférer la compétence suivante au SDEEG :

- Eclairage public.

Au regard de la compétence déjà transférée au SDEEG et afin d'être acteur de la gouvernance de ce dernier, il est proposé que nous adhérions directement à ce syndicat pour participer au vote des délibérations des différents collèges concernant notre commune.

Au regard des statuts en vigueur (article 15), il nous appartient de désigner deux délégués pour siéger au comité syndical du SDEEG.

Il est à noter que le montant annuel de l'adhésion s'élève à 50 € par délégué.

Le conseil municipal, ouï l'exposé du rapporteur et, après en avoir délibéré, décide que notre collectivité adhère au SDEEG et désigne les délégués suivants pour la représenter :

- Monsieur Emmanuel MOULIN
- Madame Murielle PICQ.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-19

## SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DE LA GIRONDE

*Madame PICQ informe que la CDC Latitude Nord Gironde a voté contre le SDCI proposé par le préfet, et a voté pour rester seul : 14 voix, pour se regrouper avec la CDC du Cubzaguais : 18 voix et pour une fusion avec la CDC du Cubzaguais et celle de Bourg : 5 voix.*

*Dans le canton Nord Gironde, il y a aussi 2 communes du Fronsadais.*

*Monsieur CADUSSEAU constate que si chacune des 65 communes soumet au Préfet une proposition, il risque d'y en avoir beaucoup.*

*Il estime que la CDC a émis un avis, elle décide.*

*Monsieur GRIMEE pense que si la commune ne suit pas l'avis de la CDC, ce sera compliqué.*

*Madame BELLUE répond qu'il n'y a aucune obligation à valider leur choix.*

*Madame PICQ a été étonnée lors du vote des conseillers communautaires par le nombre d'élus souhaitant que la CDC reste seule.*

*Madame CHAMBOUNAUD pense que si la CDC Latitude Nord Gironde ne fusionne pas, elle se mettra en danger.*

*Madame PICQ pense que la CDC Latitude Nord Gironde ne devrait pas fusionner avec Saint-André mais avec Blaye. Elle pense que de toute façon au final les 5 fusionneront.*

*Madame CHAMBOUNAUD constate que souvent les groupements se font à 4, et excluent Saint-André que ce soit pour Pôle Emploi, CapEmploi, SCOT ....*

*Monsieur MACEIRA pense qu'il faut faire un choix parmi les 3 propositions annoncées par Madame le Maire même si ce n'est pas la bonne. De toute façon on n'est pas décideur.*

*Madame PICQ demande si les élus souhaitent voter à main levée.*

- *Proposition 1 : « de ne pas se prononcer et de ne faire aucune proposition » : les élus refusent cette proposition ;*
- *Proposition 2 : « de se prononcer sur le maintien de la CDC Latitude Nord Gironde dans sa configuration actuelle » : supprimée*

*Monsieur MACEIRA demande si la commune aura des délégués au sein de cette nouvelle entité.*

*Madame PICQ répond que oui ce seront les mêmes, sauf s'il y a fusion à 5, il n'y en aura plus que deux.*

*Monsieur CADUSSEAU se souvient que la commune de Saugon ne voulait pas entrer à la CDC et au final c'est le Préfet qui l'a obligée. De même les 4 communes du canton de Blaye qui ont créé un SIVOM et ont rejoint, au final, la CDC de Blaye.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Vu la délibération du 4 novembre 2015 dans laquelle le conseil municipal de Saint-Christoly de Blaye s'est prononcé contre le projet du préfet de fusion des cinq communautés de communautés de Haute Gironde Suite à la réunion organisée par la sous-préfecture à Pugnac le 19 novembre, au cours de laquelle nous avons appris que dans le cas d'un refus de fusion à cinq, il était possible de faire une proposition alternative, officiellement prise en compte par la CDCI dans le cadre d'une délibération avant le 20 décembre.

Suite à la réunion d'échange du 24 novembre entre les conseillers municipaux

Le conseil municipal décide :

- De faire part à la CDCI d'une solution alternative soit la transformation des cinq communautés de communes en deux communautés de communes correspondant aux deux bassins de vie autour des centralités de Blaye et Saint-André-de-Cubzac avec des périmètres approchant des périmètres des nouveaux cantons.



VOTE : Pour 16 Contre 0 Abstentions 2 (Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT)

N° 20151216-01

**DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE DE 2EME CLASSE A TEMPS NON COMPLET**

*Madame le Maire informe qu'il s'agit du poste à créer pour le régisseur en charge du VOX. Il s'agit de Monsieur Maxime BONNAUD qui prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

*Monsieur MACEIRA demande qui prendra en charge les tâches que faisaient en dehors du VOX, Angélo.*

*Madame PICQ répond que le souhait des élus était de trouver un technicien dédié au VOX et de lui confier aussi quelques tâches. Son temps de travail sera annualisé. Effectivement, il manquera un agent au service technique, mais on verra ultérieurement.*

*Monsieur RAYMOND donne lecture du message de Monsieur MOULIN : « Suite aux baisses de dotation de l'Etat et au risque d'avoir à terme des risques de déficits budgétaires liés à des charges de personnel trop conséquentes, il me paraît hasardeux de recruter de nouveaux personnels »*

*Madame BAUDE répond à ce message qu'il s'agit de remplacer un agent qui prend sa retraite, le poste est créé pour 23 heures alors qu'il était de 35 heures. De plus, avec l'annualisation on fera des économies.*

*Madame FIORAZZO demande où il est domicilié et s'il a un complément d'activité.*

*Monsieur DEBET répond qu'il habite Salignac et est correspondant Sud Ouest.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré :

**DECIDE**

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de 23 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

VOTE : Pour 15 Contre 0 Abstention 3 (MM. David RAYMOND, Francis VITRAS, Emmanuel MOULIN)

Le Maire,

\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

## APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU PERSONNEL

*Madame PICQ demande si le règlement qui a été envoyé avec la convocation suscite des observations. Elle informe que le Comité Technique du Centre de Gestion a émis un avis et propose de s'y conformer.*

*Monsieur MACEIRA demande s'il y en avait un avant.*

*Madame PICQ répond que non, mais cela permet aux agents d'avoir un support leur précisant leurs droits et obligations.*

*Madame BAUDE explique qu'il est important d'avoir un support comme une convention collective. Ce règlement est plus complet et à chaque délibération il pourra être amendé.*

*Madame PICQ précise que l'ouverture d'un CET pour les congés qui n'ont pas été pris dans les temps sera possible afin de ne pas les perdre.*

*Madame CHAMBOUNAUD rappelle que compte tenu du nombre d'agents dans la collectivité, le règlement n'est pas obligatoire.*

*Madame BAUDE répond que c'est flou.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire propose d'approuver le règlement intérieur du personnel de la commune, travaillé par la commission « Finances, Gestion du personnel », qui a pris acte des remarques émises par le Comité Technique du 28 octobre 2015.

Le conseil municipal :

- Adopte le règlement intérieur du personnel de la commune de Saint-Christoly de Blaye, annexé à la présente.

VOTE : Pour 17 Contre 0 Abstention 1 (Valérie CHAMBOUNAUD)

## ACTUALISATION DU PLAN DE FORMATION 2016

*Madame BELLUE demande si la dernière colonne du PDF correspond bien au coût de remplacement des agents.*

*Madame PICQ répond que c'est bien cela et que seuls les agents de restauration, des écoles et de la garderie sont remplacés. Le plan est déjà existant, il s'agit d'une actualisation pour 2016. Il faudra en prévoir un autre pour 3 ans à partir 2017.*

*Monsieur CADUSSEAU demande si toutes les formations sont obligatoires. Celles qui ne le sont pas, sont-elles pour le bien du service ?*

*Madame PICQ répond que oui, par exemple elle a demandé que chaque agent puisse bénéficier de la formation « Manipulation des extincteurs ». La formation en soi est obligatoire, des agents en font la demande et d'autres n'en ressentent pas le besoin et le fait de se déplacer sur Bordeaux pose problème pour certains.*

*Madame BELLUE demande ce qu'il est prévu pour les ATSEM.*

*Madame PICQ répond qu'en 2015, elles ne se sont pas inscrites à la préparation au concours. Elles l'ont passé, le résultat sera connu en février 2016. Nous ne savons pas encore s'il y aura une préparation en 2016. Mais, on pourra toujours les inscrire si elle existe.*

*Madame CHAMBOUNAUD demande si les agents en contrat aidé bénéficient de formation.*

*Madame PICQ répond qu'il a été difficile de préparer l'actualisation et que la priorité a été donnée aux agents titulaires. Anthony PIGNON, en CAE, a bénéficié d'une formation CACES l'an dernier.*

*Madame CHAMBOUNAUD rappelle que c'est une obligation pour valider les renouvellements des CAE.*

*Madame PICQ répond que jusqu'à présent nous n'avons pas eu de problème. Elle invite les élus à venir préparer le prochain PDF pour 3 ans.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire rappelle que le plan de formation a été adopté par le Conseil Municipal pour trois ans.

Suite aux entretiens d'évaluation du personnel, elle propose d'actualiser le Plan de Formation pour l'année 2016 afin d'inscrire les formations selon les souhaits des agents et les besoins identifiés par la collectivité pour les différents services.

L'actualisation du Plan de Formation est annexée à la présente.

Le Conseil Municipal accepte l'actualisation du PDF telle que présentée en annexe et autorise le Maire à le soumettre pour avis au Comité Technique.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-04**

#### **INSCRIPTION DU MATERIEL DE RESTAURATION CEDE PAR LA CDC DANS L'ETAT DE L'ACTIF DE LA COMMUNE**

*Madame PICQ rappelle que la commune préparait et livrait les repas pour les enfants de la crèche à Cavignac. Du matériel avait été acquis par la CDC et a été cédé gratuitement à la commune suite à notre demande qui date d'environ 1an 1/2. Elle précise que des travaux doivent être effectués sur un caisson et sur l'armoire de refroidissement.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire informe que par délibération du Bureau communautaire de la CDC Latitude Nord Gironde du 2 juillet 2015, il a été décidé de céder gratuitement à la commune de Saint-Christoly de Blaye une armoire de refroidissement d'une valeur vénale de 1 500,66 € et quatre caissons isothermes pour une valeur vénale de 1 365,03 €.

Madame le Maire sollicite le Conseil municipal pour inscrire ces biens dans l'actif de la commune conformément à l'article L 2241-1 du CGCT.

Ces biens seront inscrits à l'inventaire du budget principal à l'article 2188.

Le conseil municipal autorise Madame le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour rentrer ces biens dans l'actif de la commune.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-05**

#### **DEMANDE DE SUBVENTION DU COMITE DE JUMELAGE « STCHRISTOLY-ST CHRISTOL »**

*Madame PICQ donne lecture de la demande de subvention du Comité de Jumelage nouvellement créé. Elle donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 1er décembre, a étudié la demande de subvention de la nouvelle association le Comité de Jumelage St Christoly-St Christol, créé le 20 octobre 2015.

Elle propose de leur attribuer une subvention de fonctionnement pour 2015 de 800 €.

Le Conseil Municipal,

- décide d'allouer au Comité de Jumelage St Christoly-St Christol une subvention de fonctionnement de 800 € ;
- autorise Madame le Maire à effectuer le mandat correspondant ;
- la dépense sera inscrite au budget à l'article 6574.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-06

## DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DU BLAYAIS

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 1er décembre, a étudié la demande de subvention de la MFR DU BLAYAIS qui sollicite une aide pour mener à bien un stage ERASMUS, inscrit dans un programme européen, permettant aux jeunes de se rendre dans une entreprise européenne pour effectuer un stage de trois semaines.

Deux jeunes domiciliés sur la commune sont concernés.

Elle propose d'attribuer une subvention de 100 €.

Le Conseil Municipal,

- décide d'allouer une subvention de 100 € à la MFR du Blayais ;
- autorise Madame le Maire à effectuer le mandat correspondant ;
- la dépense sera inscrite au budget à l'article 6574.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-07

## DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DU RIBERACOIS

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 1er décembre, a étudié la demande de subvention de la MFR DU RIBERACOIS qui sollicite une aide pour améliorer l'équipement.

Un jeune domicilié sur la commune est concerné.

Elle propose d'attribuer une subvention de 50 €.

Le Conseil Municipal,

- décide d'allouer une subvention de 50 € à la MFR du Ribéracois ;
- autorise Madame le Maire à effectuer le mandat correspondant ;
- la dépense sera inscrite au budget à l'article 6574.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

N° 20151216-08

## DEMANDE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX 2016

*Madame PICQ propose de demander une subvention à l'Etat au titre de la DETR pour les travaux de réparation de la toiture de l'école élémentaire mais également de l'école maternelle. Elle précise qu'à ce jour, nous n'avons pas reçu la circulaire pour les demandes de 2016.*

*Monsieur GRIMEE s'est chargé de faire réaliser des devis afin de monter le dossier de demande de subvention, mais compte tenu du coût un appel d'offres devra être lancé.*

*Monsieur CADUSSEAU demande si le coût prend en compte l'ensemble de la toiture de l'école élémentaire ou juste une partie.*

*Monsieur GRIMEE répond qu'il s'agit de la totalité. L'entreprise NEVEU propose des ardoises espagnoles.*

*Madame PICQ rappelle qu'il s'agit pour le moment d'un devis estimatif afin de faire la demande de subvention. Le coût pourrait être moins élevé.*

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :*

Madame le Maire propose de solliciter une aide financière auprès de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR) 2016 à hauteur de 35 % de la dépense d'investissement pour refaire la toiture de l'école élémentaire et une partie de celle de l'école maternelle.

La dépense est estimée à 167 034,40 € HT. Compte tenu du coût, Madame le Maire propose de faire faire les travaux en 2 ou 3 tranches.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Sollicite une subvention d'investissement de 35 % au titre de la DETR 2016 pour refaire la toiture de l'école élémentaire et celle de la maternelle ;
- autorise Madame le Maire à déposer le dossier correspondant auprès de l'Etat ;
- valide le plan de financement suivant :

Dépenses d'investissement :

- Dépenses HT : 167 034,40 €
- Dépenses TTC : 200 441,27 €

Recettes d'investissement :

- DETR 35 % : 58 462,00 €
- FCTVA 15,761 % : 31 591,00 €
- Autofinancement : 110 388,27 €

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-09**

### **INSCRIPTION DE TRAVAUX EN REGIE**

Madame le Maire informe que les agents techniques ont effectué des travaux à la salle des associations, à la salle des mariages et à l'école maternelle.

Les achats de matériaux et le temps passé par les agents communaux, ayant fait l'objet de dépenses de fonctionnement, peuvent être restitués en section d'investissement au titre de travaux en régie.

Madame le maire donne le détail des coûts :

- |                            |            |
|----------------------------|------------|
| - Coût des matériaux TTC : | 1 285,74 € |
| - Charges salariales :     | 2 361,70 € |
| - TOTAL :                  | 3 647,44 € |

Le Conseil Municipal accepte la proposition du Maire et l'autorise à effectuer les opérations comptables correspondantes.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-10**

### **DELIBERATION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET PRINCIPAL**

Madame le Maire propose d'inscrire les crédits nécessaires pour les travaux en régie, inscrire une régularisation des amendes de police perçues en 2014, la subvention au Comité de Jumelage et pour inscrire la dépense d'un dégrèvement d'impôt sollicité par un jeune agriculteur.

**Dépenses de fonctionnement :**

- |   |            |
|---|------------|
| - 7391171 Dégrèvement de TF jeunes agriculteurs | 400,00 €   |
| - 1332/041 Amendes de police                    | 110,00 €   |
| - 022 Dépenses imprévues                        | - 800,00 € |
| - 6574 Subvention de fonctionnement             | 400,00 €   |

**Recettes de fonctionnement :**

- |                              |        |
|------------------------------|--------|
| - 1342/041 Amendes de police | 110,00 |
|------------------------------|--------|

**Dépenses d'investissement :**

Chapitre 040

- 2152 « Installations de voirie », opération 28	+ 720 €
- 2152 « Installations de voirie », opération 29	+ 1 134 €
- 2152 « Installations de voirie », opération 24	+ 1 795 €
	3 649 €

**Recettes d'investissement :**

- 021 Virement de la section de fonctionnement	+ 3 649 €
--	-----------

**Dépenses de fonctionnement :**

- 023 Virement à la section d'investissement	+ 3 649 €
--	-----------

**Recettes de fonctionnement :**

- 722 « Immobilisations corporelles »	+ 3 649 €
---------------------------------------	-----------

Le Conseil Municipal accepte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-11**

**PRISE EN CHARGE DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2016 DU BUDGET PRINCIPAL ET DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF »**

Préalablement au vote du budget 2016, la commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2015.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1er trimestre 2016 et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2015.

A savoir, pour le budget principal :

- Chapitre 20 :	1 662 €
- Chapitre 21 :	54 646 €
- Chapitre 23 :	318 555 €

Pour le budget annexe « Assainissement Collectif » :

- Chapitre 20 :	4 000 €
- Chapitre 21 :	40 490 €
- Chapitre 23 :	13 194 €

Madame le Maire demande au Conseil Municipal qui accepte, l'autorisation de mandater les dépenses d'investissement 2016 dans la limite des crédits repris ci-dessus, et ce, avant le vote du budget principal et du budget annexe 2016.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

**N° 20151216-12**

**OBJET : REDEVANCE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2016**

Après en avoir délibéré, sur proposition des commissions « Urbanisme, assainissement, entretien des bâtiments, entretien du cimetière » et « Finances, gestion du personnel » le Conseil Municipal, décide, de porter pour l'année 2016, le tarif assainissement pour la part collectivité ainsi qu'il suit :

- Abonnement prime fixe : 26,270 € (26,01 € en 2015)
- Consommation le m3 : de 1,555 € (1,54 € en 2015)

Soit une augmentation de 1 %.

VOTE : Pour 18 Contre 0 Abstention 0

## **QUESTIONS DIVERSES**

### *1°) Distribution du journal*

*Madame PICQ informe que le journal municipal va partir dès demain à l'impression. Il devra être distribué avant le 1<sup>er</sup> janvier afin d'informer la population de la cérémonie des vœux.*

*Monsieur RAYMOND sera chargé du secteur de Madame ROBERTEAU.*

*La CDC va recevoir le sien le 29 décembre, il faudra aussi le distribuer.*

*Madame BELLUE demande où en est l'agenda.*

*Madame BAUDE répond qu'il sera fait s'il y a assez de publicité.*

*Madame BELLUE demande que soit intégré le calendrier du SMICVAL comme l'an dernier.*

*Madame PICQ approuve et demandera au secrétariat de l'éditer. L'invitation des vœux devra aussi être insérée.*

### *2°) Invitation aux vœux*

*Madame PICQ informe que la cérémonie des vœux aura lieu le 8 janvier à 19 heures - salle Courade.*

### *3°) Inauguration du Centre de Soins*

*Il est décidé que l'inauguration du Centre de Soins se ferait au printemps.*

### *4°) Mutualisation des services techniques*

*Madame PICQ informe que la CDC a encore sollicité la commune pour mutualiser les services techniques.*

*La commission « Finances, Gestion du personnel » a décidé de ne pas prendre de décision tant que le périmètre de la nouvelle CDC n'était pas défini.*

*Les élus sont d'accord avec cette décision.*

### *5°) Attribution du marché des assurances*

*Madame PICQ rappelle qu'un marché public a été lancé avec 3 lots. Plusieurs plis ont été réceptionnés. Pour le lot 2 « Dommages aux biens, RC, protection juridique », une négociation avec la SMACL a été effectuée.*

*La SMACL a remporté les 3 lots.*

*En 2014 la dépense était de 34 535 €, en 2015 elle a été de 32 829 € (cette baisse s'explique par la résiliation de certains contrats en cours d'année), et en 2017 elle devrait être de 25 353 €.*

*Monsieur CADUSSEAU précise que la commune bénéficie de meilleures garanties et le Centre de Soins a été rajouté.*

*Madame BELLUE demande qui assure la commune jusqu'au 31 décembre.*

*Madame BAUDE répond qu'il s'agit de la SMACL pour certains contrats et le cabinet FAUX pour d'autres.*

### *6°) Attribution du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'assainissement collectif*

*Madame PICQ informe que le marché a été attribué à l'entreprise GRE'EAU.*

### *7°) Fermeture du secrétariat*

*Madame PICQ informe que le secrétariat de mairie sera fermé le 24 décembre à 12 heures. L'ouverture au public des lundis matins reprendra à compter du 4 janvier 2016.*

*Madame BELLUE demande pourquoi le secrétariat de mairie ne ferme pas aussi le 31 décembre à 12 heures.*

*Madame PICQ répond qu'une circulaire interdit la fermeture le 31 décembre pour permettre aux administrés de s'inscrire sur la liste électorale.*

*8°) Dossier de la MARPA*

*Madame PICQ informe que la commune n'a pas été choisie pour accueillir la MARPA.*

*Elle rappelle que toutes les communes de la CDC Latitude Nord Gironde avaient eu la possibilité de se porter candidates pour accueillir la MARPA sur leur territoire. Sur les 16 communes, deux ont déposé un dossier : Laruscade et Saint-Christoly de Blaye.*

*Le conseil d'administration du CIAS devait voter pour choisir la commune qui accueillerait la MARPA. Après avoir voté pour savoir si nous votions, suite à la proposition du Président de reconsulter les 16 communes, 7 membres ont voté pour Laruscade et 7 pour Saint-Christoly de Blaye.*

*Le Président, informant que sa voix était prépondérante, il a choisi Laruscade pour la gratuité du terrain.*

*Lors de la réunion du Bureau du conseil communautaire de la CDC la veille de la réunion du CIAS, compte tenu des réactions de plusieurs communes, le Président proposait de solliciter de nouveau toutes les communes.*

*Le dossier a été présenté au conseil communautaire de la CDC qui à son tour a voté une première fois pour savoir si nous votions ou si nous reconsultions les 16 communes puisqu'il s'est avéré que la voix du président n'était pas prépondérante, et que de ce fait les deux communes se trouvaient à égalité avec 7 voix chacune.*

*Le vote à bulletin secret n'a pas été retenu : 14 voix pour Laruscade contre 7 pour Saint-Christoly.*

*Madame PICQ a le sentiment que ce n'étaient pas les bonnes communes qui avaient proposé leur candidature.*

*Monsieur CADUSSEAU est étonné du choix, puisque le terrain de Laruscade n'est pas dans le PLU. Il faut que la commune fasse le nécessaire, ce qui va prendre environ 6 mois.*

*Madame BELLUE demande si c'est à cause du prix que la commune n'a pas été retenue.*

*Madame PICQ répond que c'est bien cela.*

*9°) Madame PICQ informe que le projet immobilier sur le terrain derrière l'école ne se fera pas non plus, les bailleurs sociaux ne sont pas intéressés du fait que nous ne sommes pas dans une zone prioritaire permettant d'obtenir des financements du Conseil Général.*

*10°) Les commissions « Finances et Urbanisme » se réuniront le 6 janvier pour valider l'AD'AP*

*Le conseil municipal se réunira le 13 janvier et le 10 février.*

*11°) Monsieur BERNY note que Cindy ROBERTEAU était déléguée titulaire au Syndicat du Collège et qu'il conviendra de la remplacer.*

*Madame PICQ informe que ce sera inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal du 13 janvier.*

*12°) Madame FIORAZZO s'interroge à propos de la peinture du passage piéton entre le Centre de Soins et la Pharmacie.*

*Monsieur DEBET répond que c'est prévu pour la semaine prochaine.*

*13°) Monsieur VITRAS demande où en sont les écluses.*

*Monsieur DEBET répond qu'il doit rencontrer le Centre Routier Départemental des marquages ont été réalisés mais il pense que le reste ne se fera qu'après les vacances de Noël.*

Fait à Saint-Christoly de Blaye, le 8 janvier 2016

La secrétaire de séance,  
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,  
Murielle PICQ.